



Comment l'absence de 37 organisations d'aide internationale à Gaza est vue par les Palestiniens

Description

La majorité de la population de Gaza dépend maintenant de l'aide étrangère pour avoir accès à de la nourriture, de l'eau et à tous les autres besoins de base. L'exclusion par le gouvernement israélien de 37 organisations qui fournissent cette aide vitale laisse les Palestiniens sans moyen de survie.

Noor Alyacoubi 7 janvier 2026



Dans un camp de Palestiniens d'Al-Balah, 10.12.25 (Photographe : Doaa Albaz, activestills)

Des Palestiniens reçoivent un sac de farine fourni par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), dans un centre de distribution du camp d'Al-Bureij, dans le centre de la bande de Gaza, le 18 novembre 2025. Les agences humanitaires se plaignent que les convois humanitaires n'ont toujours pas assez accès à Gaza pour soulager la famine dans certaines parties du territoire dans lesquelles les familles souffrent encore de la faim, le 18 novembre 2025. Photo de Moiz Salhi apaimages

Pour Abdelkarim Al-Shawwa, 35 ans, l'aide humanitaire n'est pas accessoire. Elle représente la limite entre la faim et la survie.

Jeudi, Israël a annoncé révoquer les licences de 37 organisations non gouvernementales internationales opérant à Gaza, affirmant qu'elles ne répondaient pas aux exigences prévues par les nouvelles règles d'enregistrement. Cette décision, averti l'Union européenne, empêcherait l'aide humanitaire la plus vitale d'atteindre la population de Gaza, aggravant davantage des conditions de vie déjà désastreuses.

Parmi les organisations touchées figurent Action contre la faim, We World et Médecins sans frontières - des organisations essentielles à la distribution de la nourriture, des soins de santé, des abris de secours et de l'approvisionnement en eau à travers la bande de Gaza.

La décision a intensifié la peur à travers Gaza, y compris pour Al-Shawwa. « Si l'aide humanitaire s'arrête, comment puis-je survivre ? » demande-t-il.

Al-Shawwa est le seul à prendre soin de ses parents âgés et des enfants de son frère, qui a été tué lors d'une frappe aérienne israélienne en août 2025 alors qu'il tentait d'obtenir un sac de farine dans un centre de distribution d'aide humanitaire dans l'est de Gaza. Quelques mois plus tard, un autre de ses frères a été également tué dans un bombardement israélien.

Depuis les premiers mois de la guerre, la famille d'Al-Shawwa, comme beaucoup d'autres à Gaza, a survécu presque entièrement grâce à l'aide humanitaire fournie par des organisations internationales.

« Elles sont notre bouée de sauvetage », dit-il. « Elles couvrent une grande partie de nos besoins essentiels quotidiens. »

Bien que l'aide n'arrive qu'une fois toutes les trois ou quatre semaines, elle fournit les produits de première nécessité dont la famille dépend. « Nous recevons du sucre, de l'huile, du riz, des pâtes, des haricots et de la nourriture en conserve », explique-t-il.

Ce soutien limite également une partie du fardeau que porte Al-Shawwa, lui permettant d'affecter ses petits revenus à d'autres besoins. Après des mois de chômage causé par les bombardements, les déplacements et les ordres d'évacuation répétés, il n'a pu trouver du travail que lorsque le cessez-le-feu est entré en vigueur en octobre 2025.

Il passe maintenant au moins dix heures par jour debout à servir des plats simples dans un petit restaurant pour un salaire quotidien d'environ 15 \$ à peine suffisant pour faire vivre son foyer.

« Mon salaire, bien que restreint, nous permet d'acheter des médicaments pour mes parents, des vêtements pour mes neveux, et de payer pour recharger les téléphones et les batteries grâce aux panneaux solaires ou aux générateurs de nos voisins », explique-t-il.

Malgré la disponibilité de légumes, de viande et de poulet sur les marchés, la flambée des prix empêche la plupart des familles de s'en procurer. Al-Shawwa explique que ses revenus lui permettent d'acheter ce qu'il appelle un « repas copieux » une ou deux fois par semaine.

« Le reste du temps, nous survivons avec du riz, des pâtes et des boîtes de conserve », ajoute-t-il.

Comme la famille d'Al-Shawwa, plus de 90% de la population de Gaza dépend entièrement de l'aide humanitaire, selon un communiqué de l'UNRWA en novembre. De nombreux Palestiniens, note l'agence, ne doivent leur survie que grâce à un seul repas toutes les 24 heures.

En outre, les restrictions israéliennes sur l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza accentuent les difficultés qu'ont les organisations à répondre des besoins considérables. Dans le cadre du cessez-le-feu actuel, les accords stipulent que 500 à 600 camions d'aide humanitaire doivent entrer chaque jour dans Gaza, un objectif qui n'a jamais été

atteint. Selon l'UNOCHA, seuls 3 185 camions sont entrés dans la bande de Gaza entre le 10 octobre et le 10 novembre, avec une moyenne de seulement 102 camions par jour.

Les groupes de défense des droits humains et les agences humanitaires affirment que l'interdiction des organisations d'aide internationales et de l'ONU représente une nouvelle étape dans la volonté d'Israël de rendre impossible la vie à Gaza. Depuis octobre 2023, les attaques israéliennes ont tué au moins 579 travailleurs humanitaires, dont plus de 400 membres du personnel de l'UNRWA, ainsi que plus de 1 700 soignants, plus de 140 membres du personnel de la Défense civile et 256 journalistes. Au total, la guerre génocidaire d'Israël a tué plus de 71 000 personnes à Gaza, chiffre qui est considéré comme largement sous-évalué.

Les camions d'eau n'entrent plus, la vie s'arrête presque

Dans le système de coordination de l'ONU, Gaza est divisée en clusters humanitaires, chacun dirigé par une organisation internationale chargée de fournir de l'aide humanitaire, des abris de secours, des soins de santé, de la nourriture et, surtout, de l'eau.

Après quinze mois de guerre génocidaire d'Israël, plus de 80% des infrastructures d'eau et d'assainissement de Gaza ont été partiellement ou entièrement détruites, y compris les six principales stations d'épuration des eaux usées. En l'absence de systèmes municipaux fonctionnels, les camions d'eau financés par les organisations d'aide internationale sont devenus la principale source de survie des familles déplacées.

« Toutes les familles de notre camp font la queue dès l'aube en attendant que les camions-citernes remplissent leurs gallons », explique Saja Al-Louh, 26 ans, déplacée du nord de Gaza vers la région d'al-Zawaydeh, dans le centre de Gaza, avec sa mère et son jeune frère après qu'elle ait perdu son père pendant la guerre. « Ils viennent généralement une fois par jour. »

Avec 67% des 368 puits municipaux de Gaza détruits ou pas en état de fonctionner en raison de pénuries de carburant ou du manque de générateurs, les familles comptent sur les camion-citernes non seulement pour l'eau potable, mais aussi pour l'hygiène corporelle, le nettoyage et la lessive.

« Nous remplissons entre cinq et sept jerrycans d'eau par jour à environ 50 à 70 litres », explique Al-Louh. « Cela couvre à peine notre utilisation quotidienne. Et nous n'utilisons pas l'eau de façon mesurée. »

La situation devient encore plus désespérée lorsque des familles manquent leur tour.

« Le plus dur c'est lorsque nous manquons le camion-citerne ou quand il est vide avant que ce ne soit notre tour », dit-elle. « Nous demandons alors à nos voisines quelques gorgées d'eau pour tenir jusqu'au lendemain, puis la bataille recommence. »

La plupart du temps, les camions-citernes viennent de manifester dans les camps, sauf le vendredi.

« Le vendredi est le jour le plus austère », dit Al-Louh.

Environ 85% des petites stations de désalinisation de Gaza ont été partiellement endommagées ou détruites par les bombardements israéliens, faisant de ces camions-citernes la seule source d'eau accessible pour de nombreuses familles. Par conséquent, la suspension potentielle des organisations d'aide internationale menace d'aggraver une situation déjà catastrophique.

« Si les camions-citernes des ONG ne viennent plus », explique Al-Louh, « nous devons marcher de longues distances pour atteindre les stations de désalinisation et payer l'eau. »

L'interdiction des organisations internationales signifierait également la suspension des virements bancaires effectués par l'intermédiaire de la Banque de Palestine, la seule institution autorisée à traiter les transferts internationaux dans la bande de Gaza. Et sans ces transferts, les organisations humanitaires ne seraient plus en mesure de payer les stations de désalinisation, d'exploiter des camions-citernes ou de fournir une assistance locale même minime.

La population de Gaza estime que cette décision va au-delà des affirmations selon lesquelles les organisations humanitaires emploient du personnel affilié au Hamas. Ils et elles pensent plutôt que cela reflète une volonté de forcer les groupes d'aide internationale à opérer sous le contrôle israélien en régissant leur travail, leurs rapports, leur documentation et leurs preuves.

Les normes israéliennes en matière d'accès humanitaire donnent la priorité à la discipline politique et à la conformité narrative sur l'ampleur ou l'efficacité de l'acheminement de l'aide, limitant les opérations par la mise en place d'une surveillance contraignante et l'exigence de fournir des rapports qui conviennent au public.

Ce n'est pas la première fois qu'Israël restreint le travail des organisations humanitaires à Gaza. Dès 2025, plus de 100 organisations internationales ont accusé Israël d'empêcher l'aide vitale d'atteindre Gaza et ont exhorté à mettre fin à ce qu'elles ont alors décrit comme la « militarisation de l'aide humanitaire ».

« Si l'aide humanitaire s'arrête complètement, dit Abdelkarim Al-Shawwa, nous aurons pas seulement faim. Nous ne pourrions même plus acheter de médicaments, de vêtements ou quoi que ce soit d'autre de nécessaire pour vivre. »

Il fait une pause, puis reprend la question qui définit le mieux son désespoir : « Si l'aide humanitaire s'arrête, demande-t-il encore, comment puis-je survivre ? »

Traduction : LG pour l'Agence Média Palestine
Source : [Mondoweiss](#)

date créée
2026/01/12